

## Grèves

# Grande tension à EDF-GDF

21/12/1995

« Pouvoirs suspendus jusqu'à la fin des pressions intolérables » : cette mesure vient d'être prise, ce mercredi, par la direction générale d'Electricité de France à l'égard du directeur du centre Pyrénées-Gascogne.

Pour les départements du Gers, de l'Ariège et le Sud de la Haute-Garonne (de Muret aux Pyrénées), les syndicats, qui reconduisent jusqu'à présent chaque jour la grève commencée il y a près de trois semaines, se retrouvent donc sans interlocuteur habilité à négocier.

Un responsable CGT déclare : « l'action se poursuit. Toutes les démarches engagées par le personnel avec les élus locaux vont continuer ».

Considérant que « la direction met ce centre EDF en état de siège », les grévistes sont résolus à « des coupures ponctuelles, très limitées dans le temps, afin de ne pas pénaliser la population ».

### Coupures sauvages

La direction d'EDF-GDF, Services Pyrénées-Gascogne, par voie de communiqué dans la journée d'hier, faisait état de « coupures sauvages de courant de plus en plus fréquentes et profondes effectuées par des agents grévistes ». Et indiquait : « malheureusement, compte tenu du caractère tournant des interventions, de tels actes sont susceptibles de se reproduire malgré les

dispositions prises. De plus, la plupart des postes sources a été basculée illicitement en heures creuses et les dispositifs de changement de tarif ont été sabotés. De ce fait, l'équilibre production/consumation devenant plus difficile à maîtriser, les risques de délestage sont accentués ».

### A Toulouse

A Toulouse aussi, la grève continue de jour en jour.

Hier, avec plus de 300 véhicules, les grévistes ont entrepris une opération escargot sur la rocade, se rendant à la direction de France 3-Sud, où ils ont souhaité « un reportage sur les causes de leur mouvement ».

Les électriciens et les gaziers demandent que le gouvernement français exerce son droit de veto lors du conseil européen des ministres de l'énergie, au printemps, « pour garder à EDF et GDF le caractère spécifique d'entreprises nationales telles qu'elles sont conçues aujourd'hui ».

Les grévistes veulent aussi « l'amélioration du service rendu aux usagers, en particulier concernant les structures de proximité ».

Et ils « exigent le retrait du plan Juppé ». Ils seront donc présents, ce matin, dans les rangs de la manifestation unitaire organisée à Toulouse.

M. H.

## Sommet social

# Une journée pour faire pression

Dépôt d'une motion auprès du préfet par Force Ouvrière ; rassemblement devant la préfecture, puis manifestation sur les boulevards, à l'appel des unions départementales CGT, CGDT et FSU ; à Toulouse, les syndicats entendent marquer à leur façon la première journée de « sommet social », la rencontre aujourd'hui entre le Premier ministre, les confédérations et le patronat.

Les syndicats décidés à une action unitaire estiment que « les problèmes qui sont au cœur du mouvement social depuis trois semaines doivent y être abordés ». Et d'abord le retrait du plan Juppé.

Rassemblement à 10 heures, place Saint-Etienne, puis cortège du monument élevé à la gloire des combattants de l'ancien bâtiment de la Caisse régionale d'assurance maladie (en solidarité avec les personnes sans logis qui l'occupent depuis cinq jours) ; c'est le « temps fort », prévu par trois des unions départementales dans l'action depuis le début des manifestations contre le plan Juppé.

La CGT veut : « Retrait du plan Juppé et négociation sur

d'autres bases pour mettre en œuvre la rénovation de la protection sociale, relèvement des salaires et du SMIC pour relancer la consommation et donc l'emploi, réduction du temps de travail, sans perte de salaire, à trente-cinq heures ; transformation des emplois précaires en emplois à temps complet et arrêt de la pratique de cadeaux gouvernementaux aux entreprises, sous couvert d'aides à l'emploi ; retour aux 37,5 ans de cotisations pour le calcul des retraites du secteur privé ».

Le SNUJPP qui estime que « ce 21 décembre doit constituer un nouveau temps fort de l'action des salariés du public et du privé, pour peser sur le sommet social » appelle les personnels des écoles maternelles et élémentaires et des collèges à participer massivement à la journée d'action. Il appelle à la grève et à la manifestation unitaire.

La SNUJPP 31 appelle les enseignants des écoles et des collèges « à débattre des nouvelles formes d'action et de mobilisation à donner à notre mouvement, dans les assemblées générales de secteur, d'ici la fin de la semaine ou dès la rentrée de jan-

vier ».

Il soumet également à la discussion la proposition d'organiser dans les meilleurs délais une grande manifestation nationale unitaire à Paris.

Le SNEP (Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public) « toujours mobilisé, appelle l'ensemble des collègues à manifester très nombreux, ce jeudi, pour une participation de la FSU au sommet social ».

L'union syndicale départementale CGT des retraités « se félicite du succès remporté par les cheminots dans la lutte pour la défense de leurs acquis ».

Elle estime que l'action doit se poursuivre pour le retrait du plan Juppé concernant la protection sociale et l'ouverture de véritables négociations.

Dans cette direction, elle appelle les retraités, pré-retraités et veuves, à participer en nombre à la manifestation unitaire ».

L'union départementale des mutuelles de France se joint à l'appel unitaire pour « exiger de nouveau avec force le retrait du plan Juppé ».

L'Union départementale Force Ouvrière et ses syndicats

maintiennent leurs exigences sur l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés les salariés, jeunes, chômeurs et retraités.

Ils réclament :

— La suppression de toutes les mesures néfastes contenues dans le plan Juppé ; l'augmentation des minima sociaux ; l'ouverture immédiate de négociations salariales dans tous les secteurs ; l'embauche notamment des jeunes par résorption des CES et finalisation dans des emplois permanents ; une réduction du temps de travail sans perte de salaires (quatre heures en quatre ans) ; le rétablissement du droit à la retraite pour le secteur privé après 37,5 années de cotisations et sur les dix meilleures années ; une sixième semaine de congés payés.

L'Union départementale FO apporte son soutien à tous les syndicats et les salariés qui sont encore dans l'action.

C'est le sens de la motion que la commission exécutive de l'Union départementale FO déposera en préfecture ce jour, à 15 heures, heure de l'ouverture du sommet social, à Matignon.

Les étudiants de Paul-Sabatier ont « libéré » les péages de Labège hier peu avant midi. Sans incidents et dans la bonne humeur. (Photo « La Dépêche »)

## Sécurité

# Dominique Baudis rencontre Jean-Louis Debré

Jean-Louis Debré a reçu mercredi au ministère de l'Intérieur Dominique Baudis, qui voulait l'entretenir des questions de sécurité et de délinquance à Toulouse.

Accompagné d'une délégation en majorité composée d'habitants et d'animateurs d'associations locales », a souligné le député-maire de Toulouse devant la presse à l'issue d'une heure d'entrevue, Dominique Baudis a exposé au ministre de l'Intérieur les différents problè-

mes liés à la sécurité que connaît sa ville.

Mais « ce sont surtout les habitants qui m'accompagnaient, ceux qui vivent la délinquance au quotidien, qui ont parlé au ministre » a précisé M. Baudis.

Jean-Louis Debré « a donné quelques indications », a assuré M. Baudis, et il a « fixé le principe d'une autre rencontre, dans six mois, au ministère ou à Toulouse, au cours de laquelle pourront être constatés les progrès ».

## Bâtiment-travaux publics

# René Clar demande « l'assainissement du marché »

Les mouvements sociaux qui font l'actualité ne doivent pas occulter les graves difficultés économiques de la filière bâtiment, que la fédération du BTP 31 dénonce depuis longtemps : d'autant moins que les deux phénomènes ne sont pas sans rapports. Quelques chiffres non contestables permettent d'en prendre la mesure.

Sur l'évolution de la masse salariale : les statistiques de la Caisse de congés payés du bâtiment de la région de Toulouse (qui reflètent exactement la réalité, puisque l'affiliation est obligatoire) indiquent que le total des salaires déclarés par les entreprises du bâtiment de la Haute-Garonne pour le dernier exercice (c'est-à-dire du 1<sup>er</sup> avril 1994 au 31 mars 1995) s'est élevé à 1.417 millions de francs contre 1.543 millions de francs pour l'exercice précédent, soit -8,17 % (à noter qu'il s'agit de la baisse la plus forte de tous les départements de Midi-Pyrénées, la moyenne du recul étant de 5,94 %).

Si l'on tient compte de l'évolution des salaires individuels, on peut conclure à un recul de plus de 10 % du nombre d'heures travaillées.

Au cours de l'exercice précédent, les salaires déclarés par les entreprises de bâtiment de la Haute-Garonne avaient déjà accusé une baisse de 6,07 %. Il

n'est pas très étonnant, dans ces conditions, que l'on ait enregistré 106 défaillances d'entreprises du bâtiment au cours du premier semestre 1995 (statistiques du tribunal de commerce).

1996 ne se présente pas sous de meilleurs auspices ; la profession sera donc amenée à faire clairement savoir que le problème doit être pris au sérieux.

Les entreprises ne veulent pas de ces faveurs, d'ailleurs inefficaces, qui tendent à les transformer en chasseurs de primes. La solution n'est certainement pas là — les effets de telles mesures sont d'ailleurs probablement pervers.

Un véritable redressement ne peut reposer que sur des bases solides, c'est-à-dire l'assainissement des conditions du marché, le desserrement des contraintes réglementaires, l'établissement de « règles du jeu » qui ne soient pas remises en question à chaque nouvelle loi de finances (la fédération du BTP de la Haute-Garonne sera amenée à faire prochainement des propositions en ce sens). Il suppose aussi que tout soit fait pour le rétablissement d'un climat de confiance, sans lequel les meilleurs résultats ne sont qu'un caillou sur une jambe de bois.

René CLAR, président de la Fédération départementale du bâtiment et des travaux publics.



Malaise à La Poste 21.12.1995

# Une sortie de grève difficile à négocier

A La Poste, la sortie de grève s'effectue dans un climat d'amertume. Mais la distribution, qui a repris dès lundi, n'a pas été interrompue en dépit de nouveaux arrêts au tri.

**A**priori, ces incidents ne devraient pas sensiblement aggraver la répartition des plis en souffrance. Les facteurs, qui ont mis les bouchés doubles depuis lundi pour éponger le retard, ont tenu, hier matin, des assemblées dans les bureaux.

C'est pourquoi, aux Minimes ou à la Côte-Pavée, des Toulousains ont pu encore être privés de courrier et trouver momentanément portes closes cependant que quelques « embouteillages » étaient signalés à la recette principale de la rue Lafayette.

Ces réunions faisaient suite aux pourparlers engagés par les syndicats CGT et Sud avec le patron haut-garonnais de La Poste qui aura vécu un après-midi de mardi et une nuit de mardi à mercredi particulièrement mouvementés.

## Heures supplémentaires

Son porte-parole se refuse à commenter les circonstances de ces entretiens qui ne remettent pas en cause deux principes :

« 1-La Poste a clairement affirmé que toutes les journées de grève feraient l'objet de retenues de salaire ;

» 2-Seul l'étalement de ces retenues sur plusieurs mois et l'attribution d'heures supplémentaires pour distribuer le courrier retardés sont négociables ».



Le bureau de Saint-Cyprien, situé au rez-de-chaussée de la direction départementale, a été occupé pendant la discussion dans les étages. (Photo « La Dépêche », Didier Pouydebat)

vue, esquivé le dialogue après l'avoir engagé.

Retour sur les derniers épisodes : en début d'après-midi, mardi, une délégation CGT, rejointe par les représentants de Sud, se présente avenue Etienne Billières, au siège départemental. Les deux organisations veulent parler des modalités d'écoulement des plis amassés pendant la grève et notamment des heures supplémentaires.

Comme nous l'avons expliqué dans nos éditions du 20 décembre, les portes claquent rapidement. Le reste de la soirée sera employé à convaincre le patron de reprendre le fil interrompu des discussions.

La présence de plusieurs dizaines de militants sous ses fe-

qu'il ne reçoit pas dans ces conditions. Il sera désormais suivi comme son ombre par les syndicalistes et une petite cohorte de sympathisants. Une « promenade » accompagnée dans le quartier qui va s'achever par de très longs palabres sur le trottoir de la direction.

## Moment psychologique

Il est plus de minuit quand on monte enfin dans les bureaux. Avertis de ces « blocages », les trieurs des brigades de nuit de Lardenne et Matabiau ont décidé impromptu de cesser le travail (1).

A 5 heures du matin, mercredi, le directeur et les délégations renforcées se quittent en se donnant rendez-vous à 9 heures pour

se rencontrer par Jean-Claude Roulier, directeur de la production. Les choses se passent moins bien que prévu : en particulier, alors que la perspective avait été entrevue lors du marathon nocturne, il n'est plus question de payer 3 jours supplémentaires à tous au titre du surcroît de travail d'après grève ; seuls les salariés du tri y auraient droit.

La CGT parle, dès lors, de « mépris, provocation et intransigeance ». Sud stigmatise la maladresse des responsables et s'étonne de la « disparition » du directeur départemental au moment psychologique de la sortie de grève.

J. S

## Universités

### Les étudiants à la manif ce matin

Journée calme, hier, sur le front étudiant qui « ne désarme pas ». Après la manifestation de mardi, devant la Cité administrative et avant de se retrouver ce matin avec les salariés, les coordinations ont continué d'animer une série d'assemblées générales, aussi bien à Paul-Sabatier qu'au Mirail.

Le ton reste à la détermination, même si, à l'approche des vacances, le nombre des présents sur les campus s'amenuise de jour en jour.

### Le Mirail occupé ce soir ?

Au Mirail, la question demeure posée de la fermeture de la fac ce soir. Le conseil d'administration, où siègent les élus enseignants et étudiants, a annoncé mardi sa décision de clore le campus avec un jour d'avance sur la date prévue et de reprendre les cours le 8 janvier « tout en permettant au mouvement de se poursuivre ». Cette prise de position ne semble pas partagée par tous les étudiants et une partie du dernier carré des présents a annoncé, hier soir, son intention « d'occuper les lieux avec encore plus de conviction et de ténacité que par le passé ».

Ce qui ne sera pas sans poser de problèmes aigus dès ce soir...

### Réunion aujourd'hui à Bordeaux

A Paul-Sabatier, les choses sont moins tendues et on semble

privilegier la négociation. Ainsi que les contacts avec l'extérieur. Hier après-midi, un groupe est allé récolter un peu d'argent aux péages de Labège et un autobus spécial a emmené une cinquantaine d'étudiants vers les facs de Bordeaux où doit se réunir, ce matin, la coordination nationale des universités encore en lutte. Parallèlement, deux étudiants, déguisés en Père Noël sont partis pour Paris, apporter ses étonnes à François Bayrou (voir par ailleurs).

Dans le même temps, les rencontres se multiplient entre les étudiants et le rectorat de Toulouse pour aboutir à la mise en place, tout d'abord d'une table ronde dès la rentrée de janvier, puis des fameux Etats généraux des universités, à l'échéance de fin janvier ou début février.

### Calmé à l'Arsenal

A l'Université des sciences sociales aussi, les esprits se sont calmés après l'intervention musclée des commandos d'extrême droite, jeudi soir. La conversation des représentants étudiants avec le président Bernard Saint-Girons a porté ses fruits et l'on attend maintenant la réunion du conseil d'administration, prévue en janvier, qui devra examiner la demande formulée par les étudiants d'une « condamnation officielle de ces brutalités commises au sein de l'Université ».

Jean-Jacques ROUCH



(1) Mais dès hier matin, la situation était